

Rôle de la France au Rwanda : le Parti socialiste refuse de signer un appel visant à « tenir un discours de vérité »

15 avril 2019 à 17h31 | Par Jeune Afrique



Lors des commémorations du génocide des Tutsi au Rwanda, le 7 avril 2019 au stade Amahoro à Kigali.
© Ben Curtis/AP/SIRPA

Le premier secrétaire du parti socialiste français a refusé d'apposer sa signature au bas d'une lettre ouverte enjoignant Emmanuel Macron à « tenir un discours de vérité » sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi. Selon Olivier Faure, les autorités rwandaises « instrumentalisent le génocide pour consolider leur dictature ».

Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste français, a refusé de s'associer à une lettre ouverte publiée début avril dans plusieurs quotidiens, dont *Le Monde*, qui appelait Emmanuel Macron à se rendre au Rwanda pour la 25e commémoration et à « tenir un discours de vérité » sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi.

Le 15 mars, Olivier Faure a adressé un courriel – dont *JA* a obtenu copie – à l'un des auteurs de cette tribune, Benjamin Abtan, conseiller de Bernard Kouchner à l'époque où celui-ci était ministre des Affaires étrangères, dans lequel il expliquait ne pas souhaiter cautionner « une réconciliation qui s'effectue au détriment de la Francophonie » et « validerait la politique d'un régime profondément autoritaire qui tue et emprisonne ses opposants ».

Estimant que cette lettre ouverte ne sert pas à « faire éclore la vérité intégrale sur toutes les responsabilités de manière impartiale », Olivier Faure regrettait qu'elle exclue « la complicité d'acteurs depuis lors au pouvoir et qui précisément instrumentalisent le génocide pour consolider leur dictature ».

« Politique secrète »

« Le 7 avril, la place du président de la République est à Kigali », plaidaient les cosignataires de ce texte, parmi lesquels le président du Mouvement antiraciste européen (EGAM), Benjamin Abtan, l'eurodéputé – proche d'Emmanuel Macron – Daniel Cohn-Bendit, le journaliste

français Patrick de Saint-Exupéry ou encore le président de l'association de rescapés Ibuka, Jean-Pierre Dusingizemungu, et son vice-président, Egide Nkuranga.

« Le fait est établi : une politique de collaboration a été menée avant, pendant et après le génocide par une poignée de responsables placés au plus haut niveau de l'appareil d'État à la fin du second septennat de François Mitterrand. Cette politique était secrète. La France, sa population comme ses institutions, le Parlement notamment, en ont été sciemment tenus dans l'ignorance », insistaient notamment les auteurs de cette tribune.